

Initiatives ministérielles

Nous assistons à présent aux derniers jours d'un gouvernement conservateur qui ne sait plus très bien où il en est, qui a perdu tout sens de l'engagement, qui est complètement dépourvu d'idées et qui a voué à l'échec toute solution pour cette région de notre pays. Il supprime le seul organisme, aussi petit soit-il, qui aurait pu cerner et régler les problèmes qui touchent l'île du Cap-Breton.

Car c'est ce que fait le gouvernement avec le projet de loi C-93. C'est la raison pour laquelle les députés qui représentent cette région du Canada sont si opposés à ce projet de loi.

En 1988, juste avant les dernières élections, quand le gouvernement a créé l'APECA, on a annoncé la création d'une foule d'entreprises dans le Canada atlantique. Les habitants de l'île du Cap-Breton ont reçu des fonds qu'ils n'avaient pas demandés. Bon nombre d'entreprises ont vu le jour prématurément. Je le sais, parce qu'elles se trouvent dans ma circonscription. Poussés par les mesures d'encouragement mises en place par le gouvernement tout juste avant les élections, les gens ont utilisé toutes leurs économies pour mettre sur pied des entreprises. Sitôt les élections terminées, ces incitatifs ont été supprimés, et les entreprises ont commencé à éprouver des difficultés. Bon nombre d'entre elles ont fait faillite.

Du coup, certains ont perdu tout l'argent qu'ils avaient épargné. Cette même situation s'est produite il y a quelques mois, et je m'en voudrais de ne pas le souligner. Après avoir accepté pendant cinq ans l'argent du gouvernement et avoir permis aux habitants de Port Hawkesbury de mettre leurs talents à l'oeuvre et de réaliser leurs rêves, la compagnie Premium Automotive Tanks Inc. a fermé ses portes, du jour au lendemain.

Hier, j'ai appris que cette compagnie refusait de verser une indemnité de cessation d'emploi à trois de ses employés qui, pour une raison ou pour une autre, ne figuraient pas sur la liste des employés devant recevoir une telle indemnité. Étant donné que la compagnie n'a plus d'actifs à Port Hawkesbury, elle n'a pas besoin de se soucier—et ne se soucie pas—des employés qu'elle a laissés en plan et qui essaient d'obtenir au moins une indemnité de cessation d'emploi pour leur permettre de redémarrer.

Tel est l'héritage du gouvernement à l'île du Cap-Breton. C'est pourquoi il sait qu'aux prochaines élections, il n'obtiendra aucun appui, tant à l'échelon provincial qu'au fédéral.

M. Ronald J. Duhamel (Saint-Boniface): Monsieur le Président, je suis heureux de pouvoir prendre la parole sur cette série d'amendements, parce que cette démarche particulière est probablement l'un des pires projets jamais lancés par le gouvernement.

Le travail a été bâclé depuis le début. En fait, ce sera appelé «l'opération mal menée».

Déjà, des étudiants ont communiqué avec moi. Ils veulent en faire le sujet d'une thèse de maîtrise ou de doctorat, une étude de cas sur une affaire que le gouvernement aurait particulièrement mal administrée. C'est cette mesure qu'ils ont ciblée.

Pourquoi abolit-on la Société d'expansion du Cap-Breton? Si vraiment on s'en défait comme prévu, cela pose une question absolument fondamentale. Qu'arrivera-t-il ensuite? Le plus important, c'est de savoir pourquoi le gouvernement a décidé d'agir ainsi.

Depuis le début, je maintiens qu'il essaie d'aller dans le sens de l'aile droite de son parti, d'emboîter le pas au Parti réformiste avec ce programme de réforme. Évidemment, comme je siége de ce côté-ci de la Chambre, les gens diront que c'est normal que je critique le gouvernement. Toutefois, mesdames et messieurs, je veux porter à votre attention un article du *Globe and Mail* daté du 27 février 1993, dont l'auteur, Hugh Winsor, est bien connu.

L'auteur a rencontré, pour une entrevue, un sénateur du nom de Finlay MacDonald, un sénateur conservateur. Je vous fais part de ce que le bon sénateur avait à dire. Selon lui, toute cette entreprise n'est qu'un effort du gouvernement pour effacer l'impression, dans la population, que les déficits chroniques sont attribuables au gaspillage et à la mauvaise administration. Cela laisse croire à la population qu'il existe des moyens sans douleur de nous tirer de nos graves difficultés financières. C'est l'un des commentaires du sénateur. Il en a fait un autre tout aussi révélateur et, selon moi, plus intéressant. L'exercice n'est sans doute rien de plus qu'un geste symbolique pour protéger l'aile droite du parti contre les attaques du redoutable Parti réformiste, pour causer suffisamment de souffrances et verser assez de sang pour impressionner les électeurs. Si tel est le cas, à court terme c'est peut-être une bonne tactique mais à long terme ce n'est pas une bonne mesure d'intérêt public.

• (1150)

Ce n'est pas moi qui le dis, c'est le sénateur Finlay MacDonald. Tout le monde peut le vérifier et je me ferai un plaisir de leur donner une copie en mains propres.